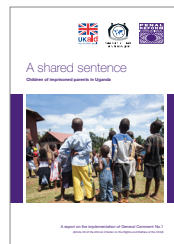


Une peine partagée: Les enfants de parents incarcérés en Ouganda

Un rapport sur l'application du Commentaire Général N°1
(Article 30 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant)

**Lisez le rapport
d'enquête complet.**

Disponible en anglais sur :
www.fhri.or.ug
www.penalreform.org



Daliaus

Daliaus a dix ans. Sa mère est en prison et son père n'est pas présent dans sa vie. Il est triste au sujet de sa mère et le fait que ni elle ni le reste de la famille ne lui rendent visite dans le foyer géré par l'ONG Family of Africa où il habite. Cette ONG est son seul soutien. Il aimerait avoir plus de livres et des jouets pour jouer.



Ronald

Ronald a 13 ans et vit au sein de Family of Africa depuis 2013. Il n'a aucun contact avec ses parents qui sont tous les deux en prison, bien que parfois des proches lui rendent visite et lui apportent un peu de soutien. Il raconte qu'à l'avenir il voudrait travailler dur à l'école afin de sortir ses parents de prison.¹

Ces deux histoires issues de recherches récentes en Ouganda démontrent la manière dont l'emprisonnement peut affecter tous les aspects de la vie d'un enfant: de l'endroit et les personnes avec lesquelles ils vivent, à la manière dont ils s'en sortent à l'école, leurs rapports avec leurs proches, et leur vie au sein de la société. L'Article 30 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant est unique dans le canon du droit régional et international car il met en avant directement la manière dont les droits de l'enfant sont affectés lorsque leurs parents ou tuteurs principaux sont pris dans le système de justice pénale. En novembre 2013, le Comité africain d'experts sur le droit et le bien-être de l'enfant a adopté le Commentaire Général N°1 intitulé « Les enfants de parents ou tuteurs principaux incarcérés ou emprisonnés ». Ce Commentaire développe les obligations qu'ont les États de respecter, protéger et assurer les droits de ces enfants.²

Les ONG Foundation for Human Rights Initiative (FHRI) et Penal Reform International (PRI) ont débuté l'enquête au cours de l'été 2015 afin d'enquêter sur le degré d'application de l'Article 30 et du Commentaire Général en Ouganda. L'enquête est fondée sur une révision des documents, tout comme sur des entretiens. L'attention est

focalisée sur des discussions collectives avec ceux qui sont engagés dans le travail avec les enfants de parents incarcérés ainsi qu'avec un échantillon de 15 enfants et de 11 mères incarcérées. Ces entretiens cherchaient à comprendre l'impact de l'insertion des parents dans le système de justice pénale sur la vie des enfants, mais aussi à mieux comprendre quelles améliorations pouvaient être apportées du point de vue de l'enfant. Voici quelques-unes des principales conclusions et recommandations issues de cette recherche.

Combien d'enfants se trouvent affectés par ce phénomène?

Lorsque les parents ou les tuteurs principaux sont arrêtés et envoyés en prison en Ouganda, il existe peu, voire aucune information sur ce que deviennent leurs enfants. Par conséquent, il n'y a pas de chiffres précis sur le nombre d'enfants affectés. Selon l'administration pénitentiaire de l'Ouganda, en juillet 2015, 45 314 personnes se trouvaient en prison, dont 2039 étaient des femmes.³ On peut supposer qu'une très grande proportion de ces détenus étaient des parents ou les tuteurs principaux d'au moins un enfant et très probablement de quatre ou cinq. Le nombre d'enfants vivant avec leur mère en prison a augmenté, passant de 226 en juillet 2014 à 239 en juillet 2015.⁴

Stigmates et discrimination

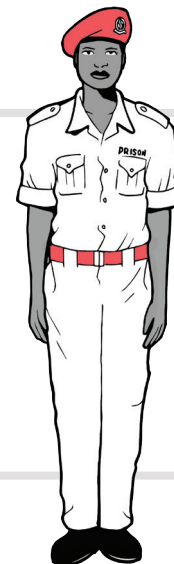
Tous les enfants interrogés souffraient de la discrimination et de l'isolement social résultant de l'insertion de leurs parents dans le système de justice pénale; un travailleur social expliquait que lorsque ces enfants sont emmenés à l'école, leur histoire familiale est tenue secrète afin d'éviter les incidents d'harcèlement.⁵ Une mère de 21 ans a rapporté que ses proches, y compris sa fille, ont reçu des menaces à la suite de son arrestation et sa condamnation. Sa fille a également été harcelée par les enfants dans son quartier et la famille n'a plus les moyens de l'envoyer à l'école.⁶ Le manque de contact avec les proches à cause du stigmate résultant de l'arrestation et la détention des parents peut s'avérer dévastateur pour les enfants. Un travailleur social d'une ONG décrivait comment : 'Certains enfants souffrent du manque de leurs familles et de leurs proches et finissent par tomber malades émotionnellement'; un autre commentait: 'Ils manquent d'amour paternel. Par exemple certains pères ne viennent jamais rendre visite ou voir leurs enfants'.⁷

Recommandation

Le Commentaire Général N° 1 appelle les États à « prendre des mesures pour prévenir et éliminer la discrimination à l'encontre des enfants dont les parents ou les tuteurs principaux sont incarcérés ». En Ouganda, ces mesures devraient inclure: la formation des enseignants afin que les écoles soient en mesure d'offrir un soutien approprié; la sensibilisation des médias; et la sensibilisation du grand public au sujet des enfants de prisonniers comme étant un groupe qui connaît la vulnérabilité et l'isolement social.

“ L'attitude des gens vis-à-vis de ces femmes en prison et de leurs enfants doivent changer. Ils devraient savoir que ces enfants ne sont pas des criminels. ”

Agent pénitencier.⁸



Protection de l'enfant et protection de remplacement

L'arrestation des parents peut être très perturbante pour les enfants: une fille de 13 ans expliquait au cours d'un entretien, que lorsque sa mère a été arrêtée, avec ses frères et sœurs plus âgés ils ont tout simplement été abandonnés à leur sort.⁹ Il n'existe aucune procédure policière clairement établie en Ouganda concernant les enfants des parents ou des tuteurs détenus, ni des systèmes de référence fiables. Le Commentaire Général N°1 recommande que la priorité soit donnée aux mesures non privatives de liberté avant le procès pour les parents ou tuteurs principaux, tels que le paiement d'une caution et l'utilisation des procédures de citation et de notifications écrites pour comparaître devant le tribunal. Des progrès significatifs ont été faits en Ouganda concernant la réduction du temps que les accusés passent en détention préventive.¹⁰ Cependant, celle-ci est encore largement utilisée et en août 2014, 54 pour cent des détenus se trouvaient en détention préventive. Les responsabilités concernant les enfants à charge ne sont pas systématiquement prises en compte au moment de décider de la possibilité de libérer l'accusé sous caution. Par ailleurs, la caution est souvent refusée notamment à ceux qui - à cause de la pauvreté - n'ont pas de représentation légale adéquate ni la capacité financière pour payer la caution.

Le Commentaire Général N°1 stipule qu'une peine non privative de liberté devrait toujours être prise en considération au moment de condamner des parents ou des tuteurs principaux. En 2013, la Cour suprême de l'Ouganda a publié des Lignes directrices consultatives relatives à la condamnation qui sont globalement en ligne avec l'Article 30 et les recommandations du Commentaire Général N°1 et qui doivent être appliquées.¹¹ Les avocats interviewés pour cette recherche ont déclaré que les responsabilités des enfants à charge étaient prises en compte en tant que circonstance atténuante lors de procédures de condamnation – notamment pour les femmes et pour les délits mineurs – mais que cela ne se produisait pas de manière systématique et qu'il dépendait beaucoup de l'expérience et de la 'proactivité' des juges.

Le Commentaire Général N°1 stipule que les enfants doivent être convenablement pris en charge pendant que le tuteur est incarcéré et que les Lignes directrices

de l'ONU relatives à la protection de remplacement des enfants¹² doivent être consultées et suivies. Les Lignes directrices de l'Ouganda relatives à la condamnation stipulent clairement que le tribunal doit prendre en compte la question du sort des enfants au moment de la condamnation et exiger à ce que l'enfant soit pris en charge pendant que le tuteur purge la peine privative de liberté, 'en gardant à l'esprit l'importance d'entretenir l'intégrité de la prise en charge familiale afin de protéger les enfants innocents de tout préjudice évitable'.¹³ Cependant, il semblerait que, dans la pratique, ces Lignes directrices ne soient pas encore complètement appliquées. Le cadre juridique et politique pour la protection de l'enfant en Ouganda est vaste, mais n'est pas assez efficace pour la prise en charge de ce groupe d'enfants. Le budget alloué au secteur de la protection de l'enfant est insuffisant (seulement 0,4% du PIB) et le secteur manque de personnel qualifié.¹⁴

Recommandations

En Ouganda, les tribunaux doivent prendre en compte les responsabilités des accusés vis-à-vis de leurs enfants au moment de déterminer la possibilité d'une caution. Cette détermination devrait prendre en compte le fait qu'en raison des responsabilités vis-à-vis de leurs enfants, les accusés sont moins susceptibles de prendre la fuite. Toute caution imposée doit être raisonnable et proportionnée compte tenu des circonstances de l'accusé, et les conditions de libération sous caution ne devraient pas compromettre leurs responsabilités envers leurs enfants.

Une meilleure sensibilisation autour des Lignes directrices relatives aux condamnations, ainsi que l'amélioration de la prestation de l'aide juridique dans tout le pays, permettra de veiller à ce que le tribunal estime les conséquences d'une peine privative de liberté sur les enfants et aborde la question de leur prise en charge pendant la durée de la peine.

“ La séparation est dure pour eux, mais avec l'éducation et le soutien des proches et d'autres enfants, ça s'améliore. L'avenir de l'enfant est radieux s'il est soutenu. Mais cela varie d'un enfant à l'autre. ”

Travailleur social.¹⁵



Le système de protection de l'enfance doit être renforcé par l'allocation d'un budget et de ressources suffisants, notamment aux Agents de probation et de protection sociale, mais aussi par la formation spécifique et la sensibilisation sur la gestion des cas concernant les enfants de parents / tuteurs incarcérés. Les informations concernant les enfants de détenus, à l'intérieur et à l'extérieur de la prison, devraient être systématiquement recueillies et mises en relation avec d'autres bases de données concernant les enfants ayant besoin de soins et de protection qui sont en cours d'élaboration.

Prise en charge des enfants vivant en prison avec leurs mères

Le Commentaire Général N°1 prévoit que lorsqu'un enfant est autorisé à vivre dans la prison avec sa mère, la décision doit être soumise à une révision judiciaire. Il appelle également à l'application des Règles des Nations Unies pour le traitement des femmes détenues et les mesures non privatives de liberté pour les femmes délinquantes (Règles de Bangkok)¹⁶ lesquelles, entre autres dispositions, recommandent que les enfants aient accès à un environnement aussi proche que possible de celui d'un enfant en dehors de la prison. En Ouganda, les enfants peuvent rester avec leur mère en prison jusqu'à l'âge de 18 mois, bien que beaucoup restent plus longtemps s'il n'y a pas la famille élargie ou des ONG qui peuvent les prendre en charge.¹⁷ Les conditions sont très sommaires et les mères interrogées se plaignaient du manque de nourriture et du manque d'hygiène en particulier. Le financement pour la prise en charge de ces enfants est insuffisant. Un avocat interrogé a souligné que les soins pour ces enfants « ne sont même pas intégrés dans le budget du gouvernement. Il est de la bonne volonté de la société civile, des sympathisants et aussi de la capacité d'innovation des agents de la prison ».¹⁸

Recommandation

Actuellement, le processus par lequel les enfants finissent par vivre en prison avec leurs mères dépend de si la mère est arrêtée avec son enfant ou pas. Le processus devrait être formalisé et soumis à révision judiciaire selon des critères clairs et développés qui prennent en compte les caractéristiques individuelles de l'enfant telles que l'âge, le sexe, le niveau de maturité, la qualité de la relation avec la mère, et l'existence d'alternatives convenables à disposition de la famille. Les Lignes directrices du service pénitentiaire en Ouganda pour la gestion des enfants incarcérés avec leurs mères devraient être mises à jour et entièrement appliquées.



Contact avec les parents en prison

Le Commentaire Général N° 1 stipule que le contact entre les parents / tuteurs incarcérés et les enfants doit être facilité lorsqu’il est dans l’intérêt supérieur de l’enfant. De même, les autorités compétentes devraient établir le lieu de résidence de l’enfant afin que leur parent / tuteur soit envoyé dans une installation à une distance de déplacement convenable de la maison de l’enfant. Une enquête sur les femmes détenues en 2014-15 a révélé que seulement 13 pour cent des femmes interrogées ont été visitées régulièrement par leurs enfants.²⁰ L’environnement de ces visites varie, mais il n’existe pas d’installations adaptées aux enfants dans les prisons en Ouganda. Les enfants doivent subir les contrôles de sécurité de rigueur pour entrer dans la prison et leurs parents sont vêtus de l’uniforme de la prison, ce qui est très intimidant pour les enfants. Lorsqu’elle a été interrogée, une mère expliquait que les enfants «ont peur de nos uniformes ... et pensent qu’ils sont effrayants». Une autre mère expliquait qu’elle ne voulait pas que ses trois enfants lui rendent visite à cause des mauvaises conditions et parce qu’ils avaient trouvé la première visite très effrayante.²¹ Elle se plaignait également des frais de voyage élevés et a suggéré qu’un téléphone public serait vraiment utile pour aider ses enfants à rester en contact.²²

Recommandation

Les enfants en Ouganda ont besoin d’avoir des installations dans les prisons adaptées qui fournissent des jeux et des services d’information et de soutien pour les enfants. Le calendrier et la structure des visites devraient être améliorés et le contact entre parents et enfants ne devrait pas être retiré comme mesure disciplinaire. L’accès devrait être étendu au contact indirect par téléphone et par courrier.

Conclusions

Les Lignes directrices relatives à la condamnation en Ouganda sont une étape très utile dans le chemin vers la protection des droits de ces enfants particulièrement vulnérables.

Cependant, beaucoup d’efforts sont à faire pour s’assurer que tous leurs droits soient respectés, protégés et réalisés - en particulier leur droit à la protection et à la prise en charge de remplacement. Ils sont confrontés à une telle stigmatisation et discrimination, qu’il est extrêmement important de s’occuper de cette question et de faire prendre conscience que ces enfants sont des victimes innocentes ayant besoin de soutien pour faire face à une situation très difficile. Il est à espérer qu’une recherche similaire puisse être menée dans d’autres États parties afin que le Commentaire Général N° 1 devienne plus largement connu et appliqué et que ce groupe d’enfants deviennent visibles sur les agendas des décideurs politiques.



References

1. Entretiens réalisés par FHRI avec des enfants de détenus, 2015.
2. Le Comité africain d'experts sur le droit et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) a été établi sous l'Article 32 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (ChAEDBE). Pour plus d'informations sur son mandat, voir : <http://acerwc.org/mandate-of-the-committee/> <consulté le 15 octobre 2015>. Le texte complet de son Commentaire Général N°1 est disponible ici : <http://acerwc.org/general-comments/> en anglais, français et arabe <consulté le 15 octobre 2015>.
3. Chiffres fournis par le Service pénitencier d'Ouganda à FHRI, juillet 2015.
4. Chiffres fournis par le Service pénitencier d'Ouganda à FHRI.
5. Entretien de FHRI avec des travailleurs sociaux, 2015.
6. Entretien de FHRI avec une femme détenue, 2015.
7. Entretiens de FHRI avec des travailleurs sociaux, 2015.
8. Entretien réalisé par FHRI avec le personnel pénitentiaire, 2015.
9. Entretien réalisé par FHRI avec des enfants de détenus, 2015.
10. Par exemple, le nombre de détenus en détention préventive a augmenté de 18,808 en 2012 à 21,711 en 2013.
11. La Section 49 de la Constitution (Lignes directrices pour les tribunaux de la magistrature) (Pratique) Directions, 2013.
12. Lignes directrices des Nations Unies relatives à la protection de remplacement des enfants, A/RES/64/142, adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU le 24 février 2010.
13. La Section 49(1)(c) de la Constitution (Lignes directrices pour les tribunaux de la magistrature) (Pratique) Directions, 2013.
14. UNICEF, *Situation analysis of children in Uganda*, 2015.
15. Entretiens de FHRI avec des travailleurs sociaux, 2015.
16. Règles des Nations Unies pour le traitement des femmes détenues et les mesures non privatives de liberté pour les femmes délinquantes (Règles de Bangkok), approuvées le 21 décembre 2010, Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, A/RES/65/229.
17. Section 59(4) de la Loi sur les prisons, 2006.
18. Entretien réalisé par FHRI avec un avocat, 2015.
19. Entretiens par FHRI avec des femmes détenues, 2015.
20. FHRI/PRI, *Who are women prisoners? Survey results from Uganda*, 2015.
21. Entretiens par FHRI avec des femmes détenues, 2015.
22. *Ibid.*
23. Entretien réalisé par FHRI avec des enfants de détenus, 2015.

The **Foundation for Human Rights Initiative (FHRI)** est une organisation non gouvernementale indépendante de défense des droits de l'homme, non partisane et sans but lucratif ayant comme mission d'améliorer la connaissance, le respect effectif des droits de l'homme, de promouvoir l'échange des meilleures pratiques, à travers la formation, l'éducation, la recherche, le plaidoyer et les partenariats stratégiques.

Penal Reform International (PRI) est une organisation non gouvernementale indépendante qui développe et promeut des réponses justes, effectives et proportionnelles aux problèmes de justice pénale à travers le monde.

Pour recevoir notre newsletter mensuelle, inscrivez-vous sur www.penalreform.org/keep-informed.

© Foundation for Human Rights Initiative and Penal Reform International 2015

Foundation for Human Rights Initiative

Plot 1853
Lulume Road, Nsambya
P.O Box 11027, Kampala
Uganda

Telephone: +256 414 510263
Email: fhri@gmail.com

www.fhri.or.ug

Penal Reform International

60-62 Commercial Street
London E1 6LT
United Kingdom

Telephone: +44 (0) 20 7247 6515
Email: info@penalreform.org
Twitter: @PenalReformInt

www.penalreform.org

Cette publication a été produite conjointement avec le soutien financier du Gouvernement du Royaume Uni. Le contenu de ce document est la seule responsabilité de Penal Reform International et la Foundation for Human Rights Initiative et ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant la position du Gouvernement du Royaume Uni.